

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001589]

**25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables à la carrière extérieure des Conseillers Scientifiques et Académiques de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4 ;

Vu le décret de la Communauté française du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 12 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le protocole n° 589 du Comité négociation de secteur XVII, conclu le 20 octobre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.237/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 28 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre, en charge des Relations internationales, et du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup> L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins pour les différents grades et fonctions est épiciène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret de la Communauté française du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « l'administration centrale » : l'ensemble des bureaux de Wallonie-Bruxelles International situés en Belgique ;

2° « l'Administrateur général » : l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International ;

3° « la carrière extérieure » : le parcours professionnel du personnel engagé à durée indéterminée sous contrat de droit belge en référence à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et affecté à titre permanent dans un poste de Conseiller Scientifique et Académique de Wallonie-Bruxelles International ;

4° « la composition familiale » : le Conseiller Scientifique et Académique, son conjoint ou cohabitant légal ou de fait et les enfants qui résident à titre principal en poste avec le Conseiller Scientifique et Académique ;

5° « le comité de direction » : le Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International ;

6° « la mutation » : toute modification de résidence administrative du Conseiller Scientifique et Académique.

7° WBI : Wallonie-Bruxelles International ;

8° l'AWEX : l'Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers ;

9° le SPF Affaires étrangères : le Service Public Fédéral Affaires étrangères.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la prise en compte des enfants se termine en tout état de cause dès la fin de la perception des allocations familiales à leur égard.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel repris dans les statuts du personnel de WBI, et recrutés en tant que Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 3.** Les Conseillers Scientifiques et Académiques sont affectés par les ministres de tutelle sur proposition du Comité de direction.

Les Conseillers Scientifiques et Académiques occupent un espace de travail au sein de la Délégation générale Wallonie-Bruxelles présente dans leur ville d'affectation. Si aucune Délégation générale Wallonie-Bruxelles n'est présente, les Conseillers Scientifiques et Académiques occupent un espace de travail, par ordre de priorité, soit au sein du Bureau économique et commercial de l'Agence Wallonne aux Exportations et aux Investissements étrangers, soit à l'Ambassade de Belgique, soit dans tout autre lieu adapté à leur mission.

Les Conseillers Scientifiques et Académiques sont responsables de la promotion internationale des systèmes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation de la Région wallonne et de la Communauté française dans leurs zones d'affectation, en synergie avec les missions diplomatiques et les postes consulaires de l'Etat belge et les représentations internationales de la Région wallonne et de la Communauté française.

**Art. 4.** Etant donné la qualification professionnelle requise pour l'activité nettement définie des Conseillers Scientifiques et Académiques, les missions qu'ils accomplissent constituent des tâches exigeant des compétences particulières au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4., et § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

**Art. 5.** Les Conseillers Scientifiques et Académiques sont chargés des missions suivantes :

1° ils assurent une diplomatie scientifique et académique ainsi que les coopérations internationales dans ces secteurs, en :

a) contribuant au renforcement de l'attractivité et de la visibilité de l'enseignement supérieur et de la recherche et l'innovation de la Région wallonne et de la Communauté française ;

b) assurant le rayonnement international des acteurs académiques et scientifiques de la Région wallonne et de la Communauté française ;

c) attirant des talents en Région wallonne et en Communauté française en promouvant les différents programmes de bourses existants ;

d) facilitant la prise de contact et la coopération avec des organismes étrangers de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur ;

e) appuyant et préparant, à la demande des opérateurs académiques, de la recherche et de l'innovation, des volets académiques et scientifiques aux missions internationales coordonnées par WBI et lors de missions officielles belges ;

f) référençant et mettant en réseau les opérateurs académiques, de recherche et d'innovation à travers des actions de valorisation des projets, de participation à des foires et salons ;

g) soutenant la mise en place d'accords bilatéraux et projets de recherche, à la demande du Gouvernement, du ministre en charge des Relations Internationales, de WBI ou d'acteurs académiques et scientifiques ;

h) réalisant une veille académique et scientifique ciblée ;

i) soutenant l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française, Universités, Hautes écoles, Ecoles Supérieures des Arts, en contribuant à la mise en place de nouvelles collaborations et au renforcement des partenariats existants, en ce compris entre ainsi que dans le cadre de la promotion de la langue française ;

2° ils renforcent la diplomatie scientifique et académique pour en faire un outil clé du développement économique et commercial en partenariat avec l'AWEX et favorise le montage de projets de recherche et d'innovation européens, en :

a) soutenant le développement de programmes de financement en phase avec les priorités de la stratégie de spécialisation intelligente de la Région wallonne et en promouvant les sources de financement existantes ;

b) soutenant l'internationalisation des pôles de compétitivité de la Région wallonne ;

c) organisant des missions conjointes avec l'AWEX dans une optique d'innovation ouverte dans les secteurs prioritaires pour le développement économique de la Région wallonne ;

d) contribuant aux dossiers Invest et Export de l'AWEX via des partenariats de recherche et développement précédant la phase de commercialisation ou d'investissement afin d'identifier l'écosystème innovant le plus adapté au projet ;

e) renforçant la présence et la visibilité des opérateurs de la Région wallonne et de la Communauté française dans les programmes de recherche et d'innovation européens et les réseaux internationaux de recherche en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués ;

f) accompagnant les jeunes entrepreneurs et les structures qui les soutiennent dans leur développement international ;

3° chaque Conseiller Scientifique et Académique adresse également, dès que la situation le requiert, et à tout le moins une fois par trimestre, à sa direction générale, aux ministres de tutelle de Wallonie-Bruxelles International, au ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au ministre en charge de l'économie et de la recherche et de l'innovation de la Wallonie, un rapport de veille scientifique et académique sur base des actions menées et des opportunités identifiées ;

4° ils gèrent le budget et la comptabilité dont ils ont la charge, dans le respect des normes comptables et budgétaires et des instructions administratives ;

5° un Conseiller Scientifique et Académique localisé dans un lieu tiers, autre qu'une délégation générale, un bureau économique et commercial, ou une ambassade, gère de façon optimale les ressources humaines mises à sa disposition et les ressources mobilières et immobilières, dans le respect de la législation en vigueur.

## CHAPITRE 2. — Du processus de sélection

### Section 1<sup>re</sup>. — Des conditions et épreuves de sélection

**Art. 6.** Sont admis aux épreuves de sélection de Conseillers Scientifiques et Académiques, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1° être citoyen de l'Union Européenne ;

2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° jouir d'une expérience professionnelle d'au moins six ans en lien avec les missions reprises à l'article 5 ;

5° être porteur d'un des diplômes ou certificats d'études donnant l'accès au niveau A.

Les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont remplies au plus tard le jour fixé pour la clôture des inscriptions au processus de sélection.

Les conditions visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International sont remplies le jour fixé pour la clôture des inscriptions au concours.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La sélection pour les Conseillers Scientifiques et Académiques désignés provisoirement est organisée, conformément à l'article 55, et effectuée par un jury sous la présidence de l'Administrateur général, constitué d'un membre du Comité de direction de WBI en plus de trois personnes externes spécialistes des matières concernées.

Les trois personnes externes mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> présentent minimum huit années d'expérience en lien avec les compétences nécessaires pour exercer la fonction, dont l'un présente une expérience de huit années en recherche, dont l'un présente une expérience de huit années en innovation et dont l'un présente une expérience de huit années dans le secteur académique.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

En cas d'absence du Président du jury, la présidence est assurée par le membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence du membre du Comité de direction de WBI, ce dernier est remplacé par un autre membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence d'un des trois autres membres du jury, ce dernier est remplacé par une personne disposant du profil requis.

La décision du jury est collégiale, chaque membre du jury évaluant l'ensemble des compétences reprises dans le profil de fonction.

§ 2. L'appel à candidature interne, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par les ministres de tutelle.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats ;
- 5° la motivation des candidats.

La sélection susmentionnée peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury rédige un rapport écrit et motivé à destination du Comité de Direction reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories « apte » et « inapte ». Ce rapport est transmis aux ministres de tutelle qui confirment le classement des candidats.

§ 5. Sur la proposition du Comité de direction, les ministres de tutelle confirment définitivement le lauréat, parmi les candidats jugés aptes par le jury, dans l'emploi déjà occupé provisoirement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La sélection pour les Conseillers Scientifiques et Académique est organisée et effectuée par un jury sous la présidence de l'Administrateur général, constitué d'un membre du Comité de Direction, en plus de trois personnes externes spécialistes des matières concernées et de deux membres des cabinets ministériels de tutelle.

Les trois personnes externes mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> présentent minimum huit années d'expérience en lien avec les compétences nécessaires pour exercer la fonction, dont l'un présente une expérience de huit années en recherche, dont l'un présente une expérience de huit années en innovation et dont l'un présente une expérience de huit années dans le secteur académique.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

En cas d'absence du Président du jury, la présidence est assurée par le membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence du membre du Comité de direction de WBI, ce dernier est remplacé par un autre membre du Comité de direction de WBI. En cas d'absence d'un des trois autres membres du jury, ce dernier est remplacé par une personne disposant du profil requis.

La décision du jury est collégiale, chaque membre du jury évaluant l'ensemble des compétences reprises dans le profil de fonction.

§ 2. L'appel à candidature interne et externe, la description de fonction, le lieu d'affectation et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par les ministres de tutelle.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats ;
- 5° la motivation des candidats.

La sélection susmentionnée peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidature et la procédure de sélection, en tenant compte du ou des lieux d'affectation dont les emplois sont vacants.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury classe les candidats selon les points obtenus et communique au Comité de direction la liste des lauréats qui constituent la réserve issue de la sélection.

§ 5. Sur la proposition du Comité de direction, les ministres de tutelle désignent le lauréat, sur base du classement opéré au paragraphe 4, dans l'emploi à conférer. Cette désignation intègre également le lieu d'affectation.

§ 6. Les lauréats non affectés figurent dans la réserve pour une future affectation conformément à la section 2 du présent arrêté.

#### Section 2. — De la réserve d'engagement

**Art. 9.** Les lauréats des épreuves de sélection sont placés dans une réserve d'engagement. Ils conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal final des résultats des épreuves.

Avant la fin du délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur proposition de l'Administrateur général, le Comité de Direction de WBI peut, au maximum à deux reprises, prolonger d'un an la durée de validité de la réserve d'engagement.

**Art. 10.** A des fins d'engagement sous contrat de travail, il peut être fait appel aux lauréats de la réserve d'engagement, dans le cadre de la procédure de mutation visée aux articles 17 à 23 relatifs à l'affectation au sein des postes vacants, suivant l'ordre de classement des lauréats. Les candidats déjà en poste sont consultés prioritairement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le ministre de tutelle peut, sur proposition du Comité de direction et par une délibération motivée, déroger à l'ordre de classement des lauréats en fonction de la connaissance d'une langue qui a été choisie par les lauréats lors des épreuves de sélection et qui correspond à la langue nationale du pays du poste de Conseiller Scientifique et Académique à pourvoir.

Les conditions visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, font l'objet d'une nouvelle vérification préalablement à l'entrée en service.

**Art. 11.** Le lauréat peut refuser une fois un poste de Conseiller Scientifique et Académique qui lui est proposé. Au deuxième refus, le lauréat est exclu de la réserve d'engagement.

*Section 3. — De la formation et de l'évaluation consécutives à l'engagement*

**Art. 12.** Les lauréats d'un concours de Conseiller Scientifique et Académique effectue une période de formation à l'administration centrale de minimum six mois. La fin de la formation est alignée avec le début de l'année académique en poste. Au terme de leur formation, les Conseillers Scientifiques et Académiques sont évalués. Si l'évaluation est favorable, le poste est affecté. Les Conseillers Scientifiques et Académiques occupant déjà un poste à l'étranger ne suivent pas la formation à l'administration centrale. Durant sa période de formation, le Conseiller Scientifique et Académique organise au moins une mission de prospection dans son pays d'affectation.

**Art. 13.** Le Conseiller Scientifique et Académique est évalué sur base du prescrit de l'arrêté du Gouvernement du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire des agents de Wallonie-Bruxelles International et de l'arrêté du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

*CHAPITRE 3. — Dispositions administratives*

*Section 1<sup>re</sup>. — De la résidence administrative et des mutations*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Du lieu et de la durée d'affectation*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Sur la proposition du Comité de Direction, les ministres de tutelle affectent les Conseillers Scientifiques et Académiques dans les postes déclarés vacants.

Le lieu d'affectation détermine la résidence administrative pour l'exécution à l'étranger des missions déterminées à l'article 5.

Les postes de Conseillers Scientifiques et Académiques déclarés vacants par l'Administrateur général sont pourvus dans l'ordre de priorité établi comme suit :

- 1° par les Conseillers Scientifiques et Académiques en poste au sein de l'administration centrale ;
- 2° par les Conseillers Scientifiques et Académiques en activité de service dans un autre bureau de liaison académique et scientifique s'ils ont été retenus par le Comité de Direction pour une mobilité interne ;
- 3° par les lauréats de la procédure de sélection faisant partie d'une réserve de recrutement telle que visée à l'article 9, pour autant qu'ils marquent un intérêt par l'affectation proposée.

§ 2. Le Comité de Direction établit un avis motivé sur les candidats basé sur des critères objectifs préétablis en concertation avec les ministres de tutelle. L'avis motivé est notifié à tous les candidats.

**Art. 15.** Le Comité de Direction, sur la proposition motivée de l'Administrateur général, peut modifier la résidence administrative du Conseiller Scientifique et Académique dans le cadre de l'exercice de la carrière extérieure en cas :

- 1° de force majeure ;
- 2° de raison de sécurité ;
- 3° de nécessité de réaffectation ;
- 4° pour des missions à l'étranger nécessitant une expertise spécifique à l'international et s'inscrivant en tout ou en partie dans les missions visées à l'article 5.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'affectation d'un Conseiller Scientifique et Académique au sein d'un poste est fixée à une durée de quatre ans, renouvelable une fois, conformément aux conditions prévues au paragraphe 2, avec l'accord des ministres de tutelle, en concertation avec le Conseiller Scientifique et Académique, et sur proposition du Comité de Direction de WBI conformément aux modalités reprises à l'article 22.

§ 2. La durée d'affectation maximale de quatre ans en poste peut être étendue dans les cas suivants :

- 1° le Conseiller Scientifique et Académique atteint l'âge légal de la retraite dans les deux ans qui suivent la date à laquelle il atteint la durée maximale d'affectation en poste ;
- 2° le Comité de direction accepte la demande motivée d'un Conseiller Scientifique et Académique qui souhaite rester durant un second délai de quatre ans dans le poste, pour autant qu'aucun autre Conseiller Scientifique et Académique ne remet d'acte de candidature retenu pour ce poste.

*Sous-section 2. — Des mutations*

**Art. 17.** Des mutations successives font partie intégrante de la carrière extérieure du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 18.** Au terme de la durée d'affectation maximale du poste de Conseiller Scientifique et Académique, et à l'exception du cas visé à l'article 16, § 2, 1°, le poste est automatiquement déclaré vacant et ouvert à mutation.

La durée d'affectation maximale en poste est atteinte lorsque la période comprise entre la date officielle de prise de fonction du Conseiller Scientifique et Académique dans le poste qu'il occupe et la date de prise de fonction prévue pour un poste à pourvoir est égale ou supérieure à la durée d'affectation maximale fixée pour le poste Conseiller Scientifique et Académique actuellement occupé par le Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 19.** La procédure de mutation est initiée par un courrier envoyé par l'Administrateur général à l'ensemble des Conseillers Scientifiques et Académiques. Tous les quatre ans, l'Administrateur général de WBI appelle les Conseillers Scientifiques et Académiques à une mobilité interne au sein des bureaux de liaison académique, scientifiques et technologiques ou à un retour en poste à l'administration centrale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une affectation officielle d'un Conseiller Scientifique et Académique au sein d'un poste de Conseiller Scientifique et Académique peut avoir lieu à tout moment, sur base d'une décision des ministres de tutelle sur proposition du Comité de direction dans les cas suivants :

- 1° départ à la retraite d'un Conseiller Scientifique et Académique en poste ;
- 2° incapacité de longue durée du Conseiller Scientifique et Académique en poste ;

3° démission, licenciement, ou tout autre mode d'extinction du contrat de travail du Conseiller Scientifique et Académique en poste ;

4° décision de réorganisation des services de Wallonie-Bruxelles International en Belgique ou à l'étranger.

**Art. 20.** Dans les autres cas, les Conseillers Scientifiques et Académiques disposent d'un délai minimum de quinze jours à compter de la date du courrier visé à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 1°, pour introduire leur candidature à mutation.

**Art. 21.** Sous peine d'irrecevabilité de sa candidature à mutation, le Conseiller Scientifique et Académique satisfait aux conditions cumulatives suivantes :

1° avoir atteint la durée d'affectation de quatre ans en poste prévue pour introduire une candidature à mutation ;

2° bénéficier, au moment de l'introduction de sa candidature, d'une évaluation favorable conformément à l'article 13 ;

3° déposer un acte de candidature complet dans les délais visés à l'article 20 ;

4° joindre à sa candidature les documents suivants :

a) un curriculum-vitae à jour auquel le Conseiller Scientifique et Académique joint, le cas échéant, une ou plusieurs attestations de langue ;

b) une lettre de motivation circonstanciée portant sur le ou les postes de Conseiller Scientifique et Académique pour lesquels il postule.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, b), dans cette lettre de motivation, le Conseiller Scientifique et Académique développe sa vision pour le ou les postes concernés.

**Art. 22.** Sur la proposition du service de coordination du siège, le Comité de Direction statue sur les candidatures à mutation sur la base des critères d'attribution suivants :

1° les exigences de la fonction liées à l'international ;

2° l'expérience du candidat ;

3° la dernière évaluation effective du candidat ;

4° le cas échéant, la connaissance des langues utiles dans le pays d'affectation ou l'engagement à l'améliorer ;

5° la motivation du candidat ;

6° l'adéquation entre le profil du candidat et les spécificités du poste envisagé.

La décision des ministres de tutelle, sur proposition du Comité de direction, relative à l'affectation au sein d'un poste tient lieu de modification de la résidence administrative du Conseiller Scientifique et Académique, en ce compris la modification de sa situation pécuniaire.

En cas de postes demeurant vacants au terme de la procédure d'appel à mutation, le Comité de Direction peut faire appel aux lauréats de la réserve d'engagement visé à l'article 9.

**Art. 23.** A l'exception des cas visés à l'article 16, § 2, 1° et 2°, et à défaut d'avoir sollicité une mutation, le Conseiller Scientifique et Académique dont le poste est déclaré vacant se voit affecté temporairement à l'administration centrale dans les conditions stipulées aux articles 24 à 26.

#### Sous-section 3. — De l'affectation temporaire à l'administration centrale

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. L'Administrateur général peut décider de rappeler et d'affecter temporairement un Conseiller Scientifique et Académique à l'administration centrale à une fonction correspondant à ses compétences dans les cas suivants :

1° force majeure ;

2° problèmes de sécurité, de maladies ou de crises sanitaires affectant le travail du Conseiller Scientifique et Académique ;

3° décision de fermeture d'un poste de Conseiller Scientifique et Académique ;

4° déclaration de vacance de poste visée à l'article 19 ;

5° toute autre raison impérieuse ou dans l'intérêt de Wallonie-Bruxelles International.

L'Administrateur général tient compte de toute contrainte spécifique liée à la situation du Conseiller scientifique et académique.

Le Conseiller Scientifique et Académique reçoit une notification officielle.

§ 2. Le Conseiller Scientifique et Académique affecté temporairement en Belgique est consulté en priorité pour tous les postes devenus vacants

**Art. 25.** Le Conseiller Scientifique et Académique affecté temporairement en Belgique bénéficie d'une indemnité de rapatriement pendant un délai maximum d'un an.

Lorsque ce délai est dépassé, la situation pécuniaire du Conseiller Scientifique et Académique est soumise à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International. Il bénéficie des mêmes conditions pécuniaires que les agents de même niveau travaillant en Belgique et ne faisant pas partie de la carrière extérieure.

Il bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les frais de crèche et de scolarité de ses enfants en Belgique ou à l'étranger, dans les conditions et limites visées aux articles 36 à 41 pour une durée de maximum deux ans à compter du retour. En cas de scolarité en Belgique, l'intervention de Wallonie-Bruxelles International est octroyée dans la limite visée à l'article 36 applicable à la Belgique.

Il bénéficie dans l'année de son retour d'une intervention dans les frais d'installation tel que définis dans les conditions reprises à l'article 43.



*Section 2. — De l'évaluation*

**Art. 26.** Lors de chaque affectation en poste, l'Administrateur général établit dans les trois mois de l'affectation au plus tard, avec la collaboration du Conseiller Scientifique et Académique, une lettre de mission qui définit les objectifs généraux et opérationnels à atteindre. Les ministres de tutelle valident la lettre de mission.

**Art. 27. § 1.** L'évaluation des Conseillers Scientifiques et Académiques s'effectue suivant la périodicité, les modalités d'attribution de l'évaluation et les modalités de recours prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International. L'évaluation des Conseillers Scientifiques et Académiques est basée sur des objectifs déterminés dans la lettre de mission mais aussi sur des critères généraux définis pour tout le réseau des Conseillers Scientifiques et Académiques tels que :

- 1° la qualité du travail ;
- 2° la créativité ;
- 3° l'initiative ;
- 4° le dynamisme ;
- 5° la sociabilité ;
- 6° l'esprit d'équipe ;
- 7° la gestion du poste.

Le Comité d'évaluation se réunit tous les deux ans. Des rendez-vous intermédiaires de suivi des objectifs sont fixés tous les ans.

§ 2. Le Comité d'évaluation est composé de l'Inspecteur général en charge du Département des politiques sectorielles et du Directeur des Ressources humaines de WBI. Le Comité d'évaluation peut se faire accompagner de l'agent de rang A4 ou supérieur ayant les matières scientifiques, académiques et de recherche-innovation dans ses compétences.

§ 3. A l'issue de la réunion du Comité d'évaluation, un rapport provisoire d'évaluation est rédigé et est ensuite transmis au Conseiller Scientifique et Académique lors de l'entretien d'évaluation. Un rapport final est ensuite rédigé conjointement et est soumis à l'approbation de l'Administrateur général de WBI.

§ 4. En cas d'évaluation défavorable, le Conseiller Scientifique et Académique peut saisir, en première instance, le Comité de Direction de WBI dans les trente jours de la réception du rapport d'évaluation final. En seconde instance, la chambre de recours demeure compétente. Lorsque l'activité d'un Conseiller Scientifique et Académique fait l'objet de deux rapports d'évaluation défavorables, une procédure de licenciement peut être entamée.

*CHAPITRE 4. — Dispositions pécuniaires**Section 1<sup>re</sup>. — De l'évolution pécuniaire*

**Art. 28. § 1<sup>er</sup>.** Le Conseiller Scientifique et Académique est engagé au rang A5 et bénéficie de l'échelle de traitement A5/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, en qualité d'expert.

§ 2. Après douze années d'ancienneté valorisables en cette qualité et sauf évaluation défavorable, le Conseiller Scientifique et Académique bénéficie de l'échelle de traitement A4/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

En cas d'évaluation défavorable, le Conseiller Scientifique et Académique est maintenu dans l'échelle de traitement A5/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne jusqu'à l'obtention d'une évaluation favorable.

*Section 2. — De l'indemnité de poste*

**Art. 29.** Le Conseiller Scientifique et Académique bénéficie, à partir de sa prise de fonction dans son poste à l'étranger, d'une indemnité de poste allouée en compensation des frais découlant de l'exercice de sa mission dans ce poste.

L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

- 1° une indemnité de base ;
- 2° une indemnité d'éloignement ;
- 3° une indemnité de pénibilité.

L'indemnité de poste est mise à jour le premier du mois suivant une modification de la composition familiale du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 30. § 1<sup>er</sup>.** L'indemnité de base est une somme forfaitaire destinée à couvrir les frais qui découlent :

- 1° des changements d'affectation du Conseiller Scientifique et Académique ;
- 2° de l'obligation de s'établir à l'étranger ;
- 3° de l'exercice d'une fonction de représentation passive.

§ 2. Le montant de base de l'élément mobilité est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément affectation est fixé suivant les normes en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Le montant de base de l'élément représentation passive est fixé sur base de l'échelle de collaborateur diplomatique en vigueur au SPF Affaires étrangères.

Ces montants sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

Le montant de base servant au calcul de l'indemnité de base est égal à la somme des montants de base des éléments de mobilité, d'affectation et de représentation passive. L'indemnité de base est égale au montant de base total, multiplié d'abord par le coefficient du coût de la vie attribué au poste donné, et majoré, le cas échéant, du supplément d'indemnité de poste de vingt-cinq pour cent prévu lorsque le conjoint accompagne le Conseiller Scientifique et Académique en poste et pour autant que ce Conseiller Scientifique et Académique ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseiller Scientifique et Académique bénéficie d'une indemnité d'éloignement suivant le rang d'éloignement géographique dans lequel il est affecté par rapport à la Belgique.

L'indemnité d'éloignement couvre les frais d'éloignement non couverts ou incomplètement couverts par l'indemnité de base, et ce en proportion de l'éloignement du poste par rapport à la Belgique.

Les rangs d'éloignement et les montants de base de l'indemnité d'éloignement y afférents sont mis à jour annuellement par le SPF Affaires étrangères.

§ 2. Le montant de l'indemnité d'éloignement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est majoré de :

1° cent pour cent si le conjoint ou le cohabitant légal ou de fait réside à titre principal avec le Conseiller Scientifique et Académique en poste et pour autant que celui-ci ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur ;

2° cinquante pour cent en présence d'enfants pour lesquels le droit aux allocations familiales est ouvert dans le chef du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les postes sont classés par rangs de pénibilité, qui sont au nombre de 6, le rang 1 étant caractérisé par le niveau de pénibilité le plus bas et le rang 6 par le niveau le plus élevé.

Le classement des postes par rang de pénibilité s'effectue sur la base des critères suivants :

1° les conditions climatiques ;

2° l'isolement social ;

3° la sécurité ;

4° la situation au niveau sanitaire et en matière d'environnement, pour autant que celle-ci soit susceptible d'avoir des effets néfastes sur la santé ;

5° la présence, l'accessibilité et la qualité des soins médicaux ;

6° la présence, l'accessibilité et la qualité des équipements matériels, tels que le logement et l'approvisionnement en biens de première nécessité.

Le SPF Affaires étrangères réévalue chaque année, au mois de décembre, le classement des postes par rang de pénibilité. Le nouveau classement établi suite à l'évaluation annuelle s'applique à partir du mois de février suivant.

§ 2. Le montant de l'indemnité de pénibilité visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est majoré de :

1° cinquante pour cent si le conjoint ou le cohabitant légal ou de fait réside à titre principal avec le Conseiller Scientifique et Académique en poste et pour autant que qu'il ne bénéficie pas d'une indemnité de même nature de son employeur ;

2° vingt-cinq pour cent en présence d'enfants pour lesquels le droit aux allocations familiales est ouvert dans le chef du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 33.** Dans le cas où les Conseillers Scientifiques et Académiques ont à leur charge un ou plusieurs enfants en commun et se trouvent tous deux en poste, la majoration pour enfants à charge visée aux articles 31, § 2, alinéa 2 et 32, § 2, alinéa 2, est uniquement allouée à l'un d'eux.

#### Section 3. — De l'indemnité temporaire de rapatriement

**Art. 34.** Le Conseiller Scientifique et Académique affecté temporairement en Belgique dans les cas visés à l'article 25 bénéficie d'une indemnité de rapatriement pendant un délai maximum d'un an.

Cette indemnité est calculée sur base du salaire mensuel indexé et est égale à :

1° un dixième de ce montant pour les Conseiller Scientifique et Académique célibataires, veufs ou divorcés qui n'ont pas d'enfant mineur à charge ;

2° un sixième de ce montant pour :

a) les Conseillers Scientifiques et Académiques mariés ou en cohabitation légale ou de fait, sans enfant ou qui ont un enfant mineur à charge ;

b) les Conseillers Scientifiques et Académiques célibataires, veufs ou divorcés qui ont un enfant mineur à charge ;

3° un cinquième de ce montant pour :

a) les Conseillers Scientifiques et Académiques mariés ou en cohabitation légale ou de fait et qui ont au moins deux enfants mineurs à charge ;

b) les Conseillers Scientifiques et Académiques célibataires, veufs ou divorcés qui ont au moins deux enfants mineurs à charge.

#### Section 4. — De l'indemnité complémentaire pour charge familiale

**Art. 35.** Le Conseiller Scientifique et Académique qui exerce ses fonctions en dehors de la Belgique pendant au moins six mois consécutifs bénéficie d'une indemnité complémentaire mensuelle équivalente au double du montant de base des allocations familiales et des majorations suivantes :

1° un supplément d'âge mensuel ;

2° un supplément d'âge annuel ;

3° une prime de rentrée scolaire ;

4° des suppléments pour enfant handicapé.

L'indemnité complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> continue à être octroyée aux Conseillers Scientifiques et Académiques rentrés en Belgique dans les cas visés à l'article 25 uniquement pour les enfants âgés de moins de vingt et un ans qui poursuivent des études en-dehors de la Belgique.

#### Section 5. — De l'intervention dans les frais de crèche et de scolarité

**Art. 36.** Le Conseiller Scientifique et Académique, lorsqu'il effectue ses prestations à l'étranger, bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les frais de crèche qui dépassent les frais de garde d'une crèche agréée par l'Office de la naissance et de l'enfance en Belgique. Le montant pris en charge par Wallonie-Bruxelles International ne peut toutefois pas excéder le double de ce coût.

**Art. 37.** Le Conseiller Scientifique et Académique, lorsqu'il effectue ses prestations à l'étranger, bénéficie d'une intervention de Wallonie-Bruxelles International dans les dépenses des frais de scolarité à l'étranger de l'enfant légalement à sa charge, qui fait partie de son ménage et qui est âgé de trois à dix-huit ans à condition qu'il ne bénéficie pas déjà d'une prise en charge complète ou partielle de ces frais par un tiers et dans les limites fixées sous la présente section.

Wallonie-Bruxelles International n'intervient pas dans les frais de scolarité donnés en Belgique.

Les frais de scolarité qui font l'objet d'une intervention par Wallonie-Bruxelles International sont les frais liés à la scolarité des enfants en raison de leur expatriation et qui leur permettent de bénéficier d'un enseignement équivalent à une scolarité donnée en Belgique.

Par exception à l'alinéa 1<sup>er</sup>, Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de scolarité :

- 1° à compter du début de l'année scolaire locale durant laquelle l'enfant atteint l'âge de trois ans ;
- 2° jusqu'à la fin de l'année scolaire locale durant laquelle l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans ;
- 3° d'un enfant de plus de dix-huit ans afin qu'il termine la dernière année du cycle du secondaire.

**Art. 38.** Seules les études de plein exercice et dans un cadre reconnu par les autorités belges et du pays d'accueil peuvent donner lieu à l'intervention.

Les frais de scolarité admissibles sont liés à l'inscription aux cours, aux examens, aux cours de rattrapage scolaire et d'intégration. Ils excluent tous les frais relatifs aux livres et fournitures scolaires, aux uniformes, aux transports entre l'école et le domicile, aux excursions et à toutes les activités extrascolaires et parascolaires.

Les contributions obligatoires et non récupérables sont également considérées comme des frais scolaires admissibles, dans la mesure où l'agent apporte la preuve de leur caractère obligatoire et non récupérable.

**Art. 39.** Le remboursement des frais de scolarité admissibles ne peut pas dépasser le montant des frais qui seraient engendrés si l'enfant était inscrit dans la filière classique du lycée français ou d'une école qui dispense son enseignement dans une des autres langues officielles de Belgique dans la ville du poste.

Lorsque la ville du poste où l'enfant est scolarisé dispose de plusieurs lycées français, le remboursement des frais est à la hauteur de l'établissement le moins onéreux.

Lorsqu'il n'existe pas de lycée français dans la ville du poste où l'enfant est scolarisé, les plafonds d'intervention dans les frais de scolarité sont établis par l'Administrateur général sur base d'un comparatif des différents types d'établissements présents.

**Art. 40.** Les plafonds visés à l'article 39 peuvent être étendus dans les cas suivants :

1° l'enfant concerné accompagne le Conseiller Scientifique et Académique en poste et accomplit sa scolarité dans la même ville ou agglomération ;

2° l'école répond à l'une des caractéristiques suivantes :

- a) l'école choisie est l'école de référence la moins chère de la ville ou de l'agglomération du poste;
- b) l'école choisie est l'école de référence la moins chère considérant le contexte sécuritaire et la distance avec le logement ;
- c) l'école choisie permet à l'enfant de poursuivre sa scolarité dans le même système éducatif jusqu'à la fin du cycle scolaire en cours, sauf si ce système éducatif a été volontairement choisi par les parents de l'enfant concerné.

L'école de référence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est le lycée français ou une école où l'enseignement est donné à titre principal en français ou dans une autre langue officielle de la Belgique ou, à défaut, une école anglophone.

**Art. 41.** Les frais de logement de l'enfant du Conseiller Scientifique et Académique qui réside seul en Belgique en raison de sa scolarité sont pris en charge par Wallonie-Bruxelles International à concurrence d'un montant fixé par l'Administrateur général.

Par exception à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'enfant qui réside seul en Belgique et qui y poursuit des études en internat dans le cadre de sa scolarité obligatoire bénéficie d'une prise en charge de ses frais de logement dans la limite visée à l'article 39, alinéa 3.

#### Section 6. — De l'intervention dans les frais de déménagement et d'installation

**Art. 42.** Les frais de déménagement du logement personnel du Conseiller Scientifique et Académique sont pris en charge dans les cas suivants :

- 1° l'affectation dans un nouveau poste ;
- 2° le retour définitif en Belgique et dans les cas visés à l'article 25 ;
- 3° la fin d'un contrat de bail indépendante de la volonté du Conseiller Scientifique et Académique ou en cas de modification de la composition familiale du Conseiller Scientifique et Académique au cours de la période d'affectation au sein d'un poste justifiant le déménagement.

Dans le cas d'un déménagement consécutif à une prise de poste, Wallonie-Bruxelles International prend en charge les frais de voyage pour l'agent et sa famille selon les règles en vigueur. En outre, Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de déménagement d'effets personnels à concurrence de quarante-cinq mètres cube par agent, augmenté de quatre mètres cube par enfant accompagnant en poste.

L'agent se charge de la prise de contact avec les déménageurs et de la mise en concurrence avec au moins trois sociétés. L'assurance déménagement est comprise dans l'offre. L'agent signe l'offre retenue d'un commun accord avec le support logistique de Wallonie-Bruxelles International et une avance au montant du devis est versée au Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 43.** En cas de déménagement rendu nécessaire par une nouvelle affectation, une indemnité dite "d'installation" peut être allouée au Conseiller Scientifique et Académique affecté à un poste à l'étranger ou en Belgique selon l'article 25.

Le Conseiller Scientifique et Académique établit sa demande sous forme de déclaration de créance établie sur base des frais réels, accompagnée des pièces justificatives des débours. Le Conseiller Scientifique et Académique envoie cette déclaration de créance à l'Administrateur général endéans les six mois suivant la date à laquelle le logement a été occupé.



Seules les dépenses faites à fonds perdus, c'est-à-dire dont l'objet est irrécupérable lorsque le Conseiller Scientifique et Académique quitte définitivement le logement, sont prises en considération.

L'indemnité d'installation ne peut pas dépasser vingt-cinq pour cent du traitement du grade annuel brut indexé. Cette limite est portée à douze-et-demi pour cent lors d'une affectation à un poste à l'administration.

#### Section 7. — De l'intervention dans les frais de logement

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Wallonie-Bruxelles International prend en charge le loyer du logement personnel du Conseiller Scientifique et Académique dans son poste à l'étranger, moyennant l'application du plafond du loyer de référence maximum, et la quote-part personnelle restant à charge du Conseiller Scientifique et Académique.

§ 2. Wallonie-Bruxelles International communique au Conseiller Scientifique et Académique le montant du loyer de référence maximum du poste à l'étranger. Ce montant est déterminé sur base de la composition familiale du Conseiller Scientifique et Académique et des loyers de référence à l'étranger. Les données-sources sont issues de la base de données relative au prix de l'immobilier résidentiel fournie par le prestataire spécialisé dont le référentiel est utilisé par le SPF Affaires étrangères.

Tout dépassement du montant du loyer de référence maximum communiqué par Wallonie-Bruxelles International est entièrement à la charge du Conseiller Scientifique et Académique.

§ 3. Un « loyer de référence à l'étranger » est déterminé en rapport à la composition familiale de chaque Conseiller Scientifique et Académique. Ainsi, le type de logement pris comme référence dépend de la composition familiale contenant une chambre pour le Conseiller Scientifique et Académique et son ou sa conjointe s'il échet, une chambre par enfant et une chambre complémentaire.

Concernant la composition familiale, WBI prend en compte les personnes qui vivent en permanence en poste avec le Conseiller Scientifique et Académique.

Le montant de l'indemnité de logement correspond à une moyenne du coût du loyer de référence à l'étranger.

Il s'agit d'une indemnité à montant fixe, revu chaque année. Tout dépassement du montant octroyé au Conseiller Scientifique et Académique pour payer son loyer est entièrement à sa charge.

Cette nouvelle disposition entre en vigueur dès que survient une mutation, un nouveau contrat de bail, un déménagement ou une majoration du montant du loyer hors indexation.

La devise de référence pour le calcul de l'indemnité de logement est l'Euro.

**Art. 45.** Wallonie-Bruxelles International prend en charge uniquement les charges communes qui découlent de la location du logement personnel du Conseiller Scientifique et Académique qui se situe dans un immeuble ou complexe comportant plusieurs logements.

**Art. 46.** Wallonie-Bruxelles International prend en charge la location d'un emplacement de parking ou de garage lié au logement personnel du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 47.** Wallonie-Bruxelles International prend en charge la commission d'agence immobilière pour la recherche du logement personnel à l'étranger, pour autant que, sauf circonstances exceptionnelles, cette commission d'agence immobilière ne dépasse pas l'équivalent d'un mois de loyer et qu'il s'agisse d'un déménagement consécutif à un changement de poste ou à une fin de contrat de bail indépendante de la volonté du Conseiller Scientifique et Académique.

**Art. 48.** Wallonie-Bruxelles International intervient dans les frais de gardiennage et de sécurisation du logement personnel du Conseiller Scientifique et Académique à l'étranger suivant le contexte sécuritaire de la ville où il se situe dans les conditions et moyennant l'application d'un plafond fixés par l'Administrateur général.

#### Section 8. — De l'intervention dans les frais de voyage et de déplacement

**Art. 49.** Seuls les frais de retour en congé en Belgique pour le Conseiller Scientifique et Académique, son conjoint ou cohabitant légal ou de fait et leurs enfants sont remboursables par Wallonie-Bruxelles International après une durée minimale de douze mois de séjour ininterrompu en poste et dans la limite de billets de classe économique. La périodicité des retours varie de douze à trente-six mois en fonction du poste concerné. Les journées de voyage ne sont pas prises en compte dans le calcul des congés.

Le Comité de Direction, sur la proposition de l'Administrateur général, établit la durée de séjour ininterrompu et la périodicité des retours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> par poste.

**Art. 50.** En vue de favoriser les contacts familiaux, Wallonie-Bruxelles International prend en charge les frais d'un voyage par an, dans la limite d'un billet de classe économique, vers le pays d'affectation du Conseiller Scientifique et Académique, pour chacun de ses enfants scolarisés en dehors du pays d'affectation.

Le Conseiller Scientifique et Académique ou l'autre parent de l'enfant peut effectuer lui-même le voyage susmentionné à la place de l'enfant vers le pays où l'enfant est scolarisé. Cette possibilité d'échange peut être utilisée uniquement une fois par an et par famille. L'échange du droit au retour entre enfants n'est pas autorisé.

**Art. 51.** Le Conseiller Scientifique et Académique qui effectue des déplacements professionnels avec son véhicule personnel a droit à une indemnité pour l'utilisation de celui-ci. Cette indemnité, propre à chaque pays, est calculée sur base du kilométrage réellement effectué multiplié par l'indemnité kilométrique définie par kilomètre parcouru et fournie par Wallonie-Bruxelles International.

**Art. 52.** Wallonie-Bruxelles International prend financièrement en charge les frais liés à l'assurance omnium du véhicule personnel du Conseiller Scientifique et Académique à condition d'utiliser cette assurance dans le cadre de ses déplacements professionnels et moyennant l'application d'un plafond fixé par Wallonie-Bruxelles International.

## Section 9. — De l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles

**Art. 53.** En cas de décès d'un membre du personnel de la carrière extérieure, il est liquidé au profit de la ou des personnes qui a ou ont exposé les frais de dernière maladie et de funérailles, une indemnité égale à un mois de tous les émoluments du défunt, soit le traitement net, l'indemnité de poste et le supplément de vingt-cinq pour cent.

CHAPITRE 6. — *Des congés*

**Art. 54.** Le nombre de jours de congé annuel auquel du Conseiller Scientifique et Académique en poste à l'étranger a droit est déterminé par le rang de pénibilité attribué à chaque visé à l'article 32, § 1<sup>er</sup>.

Le Conseiller Scientifique et Académique a droit au régime de congé annuel suivant :

- 1° trente et un jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 1 et 2 ;
- 2° trente-huit jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 3 et 4 ;
- 3° quarante-cinq jours ouvrables de congé pour les postes classés aux rangs de pénibilité 5, 6 et 7.

Le Conseiller Scientifique et Académique peut reporter maximum nonante jours ses congés annuels à l'année suivante, sauf dérogation autorisée par l'Administrateur général.

Les Conseillers Scientifiques et Académiques affectés à l'administration centrale dans les cas visés à l'article 23, bénéficient du quota de congé annuel prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International.

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 55.** La procédure de désignation prévue à l'article 7 est mise en œuvre endéans un délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il s'agit d'une procédure unique.

**Art. 56.** Pour l'agent de liaison scientifique en poste lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ce dernier lui est directement applicable.

**Art. 57.** L'agent de liaison scientifique en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conserve au moins le traitement de base qu'il avait obtenu dans son ancienne carrière pécuniaire.

**Art. 58.** Lors du premier appel à candidature organisé sur pied de l'article 8 du présent arrêté, sont constituées une liste de lauréats issus de Wallonie-Bruxelles International et une liste de lauréats qui ne sont pas issus de Wallonie-Bruxelles International. La liste des lauréats issus du personnel de Wallonie-Bruxelles International est prioritaire pour l'affectation des postes.

**Art. 59.** Le ministre qui a les Relations internationales dans ses attributions et le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/001589]

**25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de administratieve en financiële bepalingen van toepassing op de externe loopbaan van de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs van Wallonië-Brussel Internationaal**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van Wallonië-Brussel, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van Wallonië-Brussel;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op protocol nr. 589 van het Sector XVII Onderhandelingscomité, gesloten op 20 oktober 2023;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State binnen dertig dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 22 december 2023 is ingeschreven op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.237/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 28 december 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Internationale Betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken;  
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied en definities*

**Artikel 1.** § 1. Het gebruik in dit besluit van mannelijke benamingen voor de verschillende graden en functies is gemeenschaptig om de leesbaarheid van de tekst te waarborgen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de benamingen van beroepen, functies, graden of titels.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "de centrale administratie": alle in België gevestigde kantoren van Wallonië-Brussel Internationaal;

2° "de Algemeen Bestuurder": de Algemeen Bestuurder van Wallonië-Brussel Internationaal;

3° "de externe loopbaan": de professionele loopbaan van personeelsleden die voor onbepaalde duur zijn aangesteld op grond van een overeenkomst naar Belgisch recht met verwijzing naar de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die permanent zijn tewerkgesteld in een functie van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur van Wallonië-Brussel Internationaal;

4° "de gezinssamenstelling": de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, zijn echtgenoot of wettelijk of feitelijk samenwonende partner en de kinderen die bij de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur hun hoofdverblijfplaats hebben;

5° "het Directiecomité": het Directiecomité van Wallonië-Brussel Internationaal;

6° "de overplaatsing": elke wijziging van de administratieve vestigingsplaats van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

7° WBI: Wallonië-Brussel Internationaal;

8° het AWEX: Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (het Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investerings);

9° de FOD Buitenlandse Zaken: de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken.

Met betrekking tot het eerste lid, 4°, wordt geen rekening meer gehouden met kinderen zodra ze geen kinderbijslag meer krijgen.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden die zijn opgenomen in het personeelsstatuut van WBI en die zijn aangeworven als Wetenschappelijke en Academische Adviseurs.

**Art. 3.** De Wetenschappelijke en Academische Adviseurs worden op voorstel van het Directiecomité door de toezichthoudende ministers aangesteld.

De Wetenschappelijke en Academische Adviseurs bezetten een werkruimte binnen de Algemene Afvaardiging Wallonië-Brussel aanwezig in hun stad van aanstelling. Indien er geen Algemene Afvaardiging Wallonië-Brussel aanwezig is, bezetten de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs een werkruimte, in volgorde van prioriteit, hetzij binnen het Economisch en Commercieel Bureau van het Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investerings, hetzij op de Ambassade van België, hetzij op een andere locatie die geschikt is voor hun opdracht.

De Wetenschappelijke en Academische Adviseurs zijn verantwoordelijk voor de internationale promotie van de hogeronderwijs-, onderzoeks- en innovatiesystemen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap in hun toegewezen domeinen, in synergie met de diplomatieke opdrachten en de consulaire posten van de Belgische Staat en de internationale vertegenwoordigingen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** Gezien de beroepskwalificatie die vereist is voor de duidelijk omschreven activiteit van de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs, vormen de opdrachten die zij uitvoeren taken die bijzondere vaardigheden vereisen in de zin van artikel 2, § 1, 4., en § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal.

**Art. 5.** De Wetenschappelijke en Academische Adviseurs zijn verantwoordelijk voor de volgende opdrachten:

1° *ze verzekeren wetenschappelijke en academische diplomatie alsook internationale samenwerkingen in deze sectoren, door:*

a) bij te dragen aan het versterken van de aantrekkelijkheid en zichtbaarheid van het hoger onderwijs en van onderzoek en innovatie in het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;

b) de internationale invloed van academische en wetenschappelijke actoren uit het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap te verzekeren;

c) talent aan te trekken naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap door de verschillende bestaande beursprogramma's te promoten;

d) het vergemakkelijken van de contacten en de samenwerking met buitenlandse instellingen voor onderzoek, innovatie en hoger onderwijs;

e) het ondersteunen en voorbereiden, op vraag van academische, onderzoeks- en innovatieoperatoren, van de academische en wetenschappelijke componenten van internationale opdrachten gecoördineerd door WBI en tijdens officiële Belgische opdrachten;

f) het verwijzen naar en het netwerken van academische, onderzoeks- en innovatieoperatoren door projecten te promoten en deel te nemen aan beurzen en tentoonstellingen;

g) het ondersteunen van de totstandkoming van bilaterale overeenkomsten en onderzoeksprojecten, op verzoek van de Regering, de Minister van Internationale Betrekkingen, WBI of academische en wetenschappelijke actoren;

h) het uitvoeren van een gerichte academische en wetenschappelijke monitoring;

i) het ondersteunen van de internationalisering van instellingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, universiteiten, hogescholen en kunstscholen door bij te dragen aan de totstandkoming van nieuwe samenwerkingsverbanden en de versterking van bestaande partnerschappen, onder meer tussen en in het kader van de bevordering van de Franse taal;

2° ze versterken de wetenschappelijke en academische diplomatie om er een belangrijk instrument van te maken voor economische en commerciële ontwikkeling in samenwerking met het AWEX en ze moedigen het opzetten van Europese onderzoeks- en innovatieprojecten aan, door:

a) het ondersteunen van de ontwikkeling van financieringsprogramma's in overeenstemming met de prioriteiten van de strategie voor slimme specialisatie van het Waalse Gewest en het bevorderen van bestaande financieringsbronnen;

b) het ondersteunen van de internationalisering van de competitiviteitsclusters van het Waalse Gewest;

c) het organiseren van gezamenlijke opdrachten met het AWEX met het oog op open innovatie in prioritaire sectoren voor de economische ontwikkeling van het Waalse Gewest;

d) bij te dragen aan de Invest- & Export-dossiers van het AWEX via onderzoeks- en ontwikkelingspartnerschappen voorafgaand aan de commercialiserings- of investeringsfase om het meest geschikte innovatieve ecosysteem voor het project te identificeren;

e) het versterken van de aanwezigheid en de zichtbaarheid van operatoren in het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap in Europese onderzoeks- en innovatieprogramma's en internationale onderzoeksnetwerken in samenwerking met alle betrokken actoren;

f) het begeleiden van jonge ondernemers en de structuren die hen ondersteunen in hun internationale ontwikkeling;

3° elke Wetenschappelijk en Academisch Adviseur stuurt ook, zodra de situatie het vereist, en minstens eenmaal per kwartaal, een wetenschappelijk en academisch monitoringrapport op basis van de uitgevoerde acties en geïdentificeerde opportuniteiten naar zijn algemene directie, naar de toezichthoudende ministers voor Wallonië-Brussel Internationaal, naar de minister bevoegd voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van de Federatie Wallonië-Brussel en naar de minister bevoegd voor economie en onderzoek en innovatie van Wallonië;

4° ze beheren de begroting en de boekhouding waarvoor ze verantwoordelijk zijn, met inachtneming van de boekhoudkundige en budgettaire normen en de administratieve instructies;

5° een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die gevestigd is in een vestiging van derden, anders dan een algemene afvaardiging, een economisch en commercieel bureau of een ambassade, beheert de hem ter beschikking gestelde menselijke middelen en de roerende en onroerende middelen optimaal, met inachtneming van de geldende wetgeving.

## HOOFDSTUK 2. — *De selectieprocedure*

### Paragraaf 1. Selectievoorwaarden en -proeven

**Art. 6.** Kandidaten die aan de volgende voorwaarden voldoen, worden toegelaten tot de selectieproeven voor Wetenschappelijke en Academische Adviseurs:

1° burger zijn van de Europese Unie;

2° een gedrag vertonen dat voldoet aan de vereisten van de functie;

3° burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° ten minste zes jaar beroepservaring hebben die relevant is voor de opdrachten vermeld in artikel 5;

5° houder zijn van een van de diploma's of getuigschriften die toegang geven tot niveau A.

Aan de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, moet voldaan zijn op de uiterste inschrijvingsdatum voor de selectieprocedure.

Aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal moet voldaan zijn op de uiterste inschrijvingsdatum voor het vergelijkend examen.

**Art. 7.** § 1. De selectieprocedure voor de voorlopig aangestelde Wetenschappelijke en Academische Adviseurs wordt georganiseerd, overeenkomstig artikel 55, en uitgevoerd door een jury onder voorzitterschap van de Algemeen Bestuurder, bestaande uit een lid van het Directiecomité van WBI en drie externe personen die gespecialiseerd zijn in de betreffende onderwerpen.

De drie in lid 1 genoemde externe personen moeten ten minste acht jaar ervaring hebben met de voor de functie vereiste vaardigheden, van wie één persoon acht jaar ervaring met onderzoek, één persoon acht jaar ervaring met innovatie en één persoon acht jaar ervaring in de academische sector.

Om de genderdiversiteit te respecteren, mag de jury niet uit meer dan twee derde leden van hetzelfde geslacht bestaan.

Bij afwezigheid van de Voorzitter van de jury wordt het voorzitterschap waargenomen door het lid van het Directiecomité van WBI. Bij afwezigheid van het lid van het Directiecomité van WBI wordt dit lid vervangen door een ander lid van het Directiecomité van WBI. Bij afwezigheid van een van de andere drie juryleden wordt dit lid vervangen door een persoon met het vereiste profiel.

De beslissing van de jury is collegiaal, waarbij elk jurylid alle in het functieprofiel genoemde vaardigheden beoordeelt.

§ 2. De interne oproep tot het indienen van kandidaturen, de functiebeschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de toezichthoudende ministers.

§ 3. De jury organiseert de selectieproef of -proeven die haar in staat stellen om het volgende vast te stellen:

1° de managementvaardigheden van de kandidaten;

2° de organisatorische vaardigheden van de kandidaten;

3° de technische vaardigheden van de kandidaten;

4° de persoonlijkheid van de kandidaten;

5° de motivatie van de kandidaten.

De voormelde selectie kan, in voorkomend geval, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot kandidaturen en in de selectieprocedure.



§ 4. Op basis van de selectieproef of -proeven stelt de jury een schriftelijk en met redenen omkleed rapport op voor het Directiecomité waarin de vaardigheden van elk van de kandidaten worden opgesomd en de kandidaten worden ingedeeld in twee categorieën "geschikt" en "ongeschikt". Dit rapport wordt verstuurd naar de toezichthoudende ministers die de rangschikking van de kandidaten bevestigen.

§ 5. Op voorstel van het Directiecomité bevestigen de toezichthoudende ministers definitief de gekozen kandidaat uit de door de jury geschikt bevonden kandidaten in de functie die reeds voorlopig werd uitgeoefend.

**Art. 8.** § 1. De selectie voor de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs wordt georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder voorzitterschap van de Algemeen Bestuurder, bestaande uit een lid van het Directiecomité, drie externe personen die gespecialiseerd zijn in de betreffende onderwerpen en twee leden van de kabinetten van de toezichthoudende ministers.

De drie in lid 1 genoemde externe personen moeten ten minste acht jaar ervaring hebben met de voor de functie vereiste vaardigheden, van wie één persoon acht jaar ervaring met onderzoek, één persoon acht jaar ervaring met innovatie en één persoon acht jaar ervaring in de academische sector.

Om de genderdiversiteit te respecteren, mag de jury niet uit meer dan twee derde leden van hetzelfde geslacht bestaan.

Bij afwezigheid van de Voorzitter van de jury wordt het voorzitterschap waargenomen door het lid van het Directiecomité van WBI. Bij afwezigheid van het lid van het Directiecomité van WBI wordt dit lid vervangen door een ander lid van het Directiecomité van WBI. Bij afwezigheid van een van de andere drie juryleden wordt dit lid vervangen door een persoon met het vereiste profiel.

De beslissing van de jury is collegiaal, waarbij elk jurylid alle in het functieprofiel genoemde vaardigheden beoordeelt.

§ 2. De interne en externe oproep tot het indienen van kandidaturen, de functiebeschrijving, de tewerkstellingsplaats en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de toezichthoudende ministers.

§ 3. De jury organiseert de selectieproef of -proeven die haar in staat stellen om het volgende vast te stellen:

- 1° de managementvaardigheden van de kandidaten;
- 2° de organisatorische vaardigheden van de kandidaten;
- 3° de technische vaardigheden van de kandidaten;
- 4° de persoonlijkheid van de kandidaten;
- 5° de motivatie van de kandidaten.

De voormelde selectie kan, in voorkomend geval, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot kandidaturen en in de selectieprocedure, waarbij rekening wordt gehouden met de tewerkstellingsplaats(en) waarvoor de functies vacant zijn.

§ 4. Op basis van de selectieproef of -proeven rangschikt de jury de kandidaten op basis van de behaalde punten en deelt ze aan het Directiecomité de lijst mee van de geschikte kandidaten die de reserve vormen die uit de selectie is voortgevloeid.

§ 5. Op voorstel van het Directiecomité wijzen de toezichthoudende ministers, op basis van de in paragraaf 4 vermelde rangorde, de gekozen kandidaat aan voor de toe te kennen functie. Deze aanwijzing omvat tevens de tewerkstellingsplaats.

§ 6. Geschikte kandidaten die niet worden aangesteld in een functie, worden in de reserve geplaatst voor een toekomstige aanstelling overeenkomstig paragraaf 2 van dit besluit.

Paragraaf 2. De aanwervingsreserve

**Art. 9.** De kandidaten die voor de selectieproeven zijn geslaagd, worden in een aanwervingsreserve geplaatst. Ze behouden het voordeel van hun geslaagde deelname gedurende drie jaar vanaf de datum van het eindrapport van de resultaten van de proeven.

Vóór het einde van de in lid 1 bepaalde periode kan het Directiecomité van WBI, op voorstel van de Algemeen Bestuurder, ten hoogste tweemaal de geldigheidsduur van de aanwervingsreserve met één jaar verlengen.

**Art. 10.** Voor de aanwerving op grond van een arbeidsovereenkomst kan een beroep worden gedaan op de geslaagde kandidaten van de aanwervingsreserve, in het kader van de overplaatsingsprocedure bedoeld in de artikelen 17 tot 23 met betrekking tot de aanstelling binnen de vacante functies, volgens de volgorde waarin de geslaagde kandidaten zijn gerangschikt. Reeds in dienst zijnde kandidaten krijgen voorrang.

In afwijking van lid 1 kan de toezichthoudende minister op voorstel van het Directiecomité en bij een met redenen omkleed besluit afwijken van de volgorde van de geslaagde kandidaten op grond van hun kennis van een taal die de geslaagde kandidaten tijdens de selectieproeven hebben gekozen en die overeenstemt met de landstaal van het land van de te vervullen functie van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

De voorwaarden bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot 3°, worden voorafgaand aan de indiensttreding aan een bijkomende controle onderworpen.

**Art. 11.** De gekozen kandidaat mag een aan hem voorgestelde functie als Wetenschappelijk en Academisch Adviseur één keer weigeren. Bij de tweede weigering wordt de gekozen kandidaat uitgesloten van de aanwervingsreserve.

Paragraaf 3. Opleiding en evaluatie na de aanstelling

**Art. 12.** Geslaagden voor een vergelijkend examen voor Wetenschappelijk en Academisch Adviseur volgen een opleidingsperiode bij de centrale administratie van ten minste zes maanden. Het einde van de opleiding sluit aan bij het begin van het academiejaar in functie. Aan het einde van hun opleiding worden de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs geëvalueerd. Bij een positieve evaluatie wordt de functie toegewezen. Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die reeds een functie in het buitenland bekleeden, volgen de opleiding niet bij de centrale administratie. Tijdens zijn opleidingsperiode organiseert de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur minstens één prospectieopdracht in zijn land van aanstelling.



**Art. 13.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wordt geëvalueerd op basis van de vereisten van het besluit van de Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van de medewerkers van Wallonië-Brussel Internationaal en het besluit van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal.

### HOOFDSTUK 3. — *Administratieve bepalingen*

Paragraaf 1. Administratieve vestigingsplaats en overplaatsingen

Subparagraaf 1. Plaats en duur van de tewerkstelling

**Art. 14.** § 1. Op voorstel van het Directiecomité stellen de toezichhoudende ministers de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs aan in de vacant verklaarde functies.

De tewerkstellingsplaats bepaalt de administratieve vestigingsplaats voor de uitvoering in het buitenland van de in artikel 5 bepaalde opdrachten.

De door de Algemeen Bestuurder vacant verklaarde functies van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur worden in de volgende volgorde van prioriteit ingevuld:

- 1° door de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die binnen de centrale administratie in functie zijn;
- 2° door de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs in dienstbetrekking in een ander academisch en wetenschappelijk verbindingsbureau indien zij door het Directiecomité voor interne mobiliteit zijn geselecteerd;
- 3° door de geslaagde kandidaten van de selectieprocedure die deel uitmaken van een aanwervingsreserve zoals bedoeld in artikel 9, mits zij blijik geven van belangstelling voor de voorgestelde aanstelling.

§ 2. Het Directiecomité stelt op basis van vooraf vastgestelde objectieve criteria in overleg met de toezichhoudende ministers een met redenen omkleed advies over de kandidaten op. Het met redenen omklede advies wordt aan alle kandidaten meegedeeld.

**Art. 15.** Het Directiecomité kan, op gemotiveerd voorstel van de Algemeen Bestuurder, de administratieve vestigingsplaats van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wijzigen in het kader van de uitoefening van de externe loopbaan in geval van:

- 1° overmacht;
- 2° om veiligheidsredenen;
- 3° noodzaak tot herplaatsing;
- 4° opdrachten in het buitenland die een specifieke internationale expertise vereisen en die geheel of gedeeltelijk kaderen binnen de opdrachten bedoeld in artikel 5.

**Art. 16.** § 1. De aanstelling van een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in een functie wordt vastgelegd voor een periode van vier jaar, eenmaal verlengbaar, in overeenstemming met de voorwaarden in paragraaf 2, met instemming van de toezichhoudende ministers, in overleg met de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, en op voorstel van het Directiecomité van WBI in overeenstemming met de procedures in artikel 22.

§ 2. De maximale duur van de aanstelling van vier jaar in functie kan worden verlengd in de volgende gevallen:

- 1° de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur bereikt de wettelijke pensioenleeftijd binnen de twee jaar volgend op de datum waarop hij de maximale aanstellingsduur voor de functie bereikt;
- 2° het Directiecomité aanvaardt het met redenen omkleed verzoek van een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die voor een tweede periode van vier jaar in de functie wenst te blijven, op voorwaarde dat geen enkele andere Wetenschappelijk en Academisch Adviseur zich kandidaat stelt voor deze functie.

Subparagraaf 2. Overplaatsingen

**Art. 17.** Opeenvolgende overplaatsingen maken integraal deel uit van de externe loopbaan van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

**Art. 18.** Aan het einde van de maximale aanstellingsduur van de functie van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, en met uitzondering van het geval bedoeld in artikel 16, § 2, 1°, wordt de functie automatisch vacant verklaard en opengesteld voor overplaatsing.

De maximale aanstellingsduur van de functie is bereikt wanneer de periode tussen de officiële aanvangsdatum van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in de functie die hij bekleedt en de geplande aanvangsdatum van een in te vullen functie gelijk is aan of groter is dan de maximale aanstellingsduur die is vastgelegd voor de functie van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur op dat moment bekleedt.

**Art. 19.** De overplaatsingsprocedure wordt ingeleid door een brief van de Algemeen Bestuurder aan alle Wetenschappelijke en Academische Adviseurs. Om de vier jaar roept de Algemeen Bestuurder van WBI de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs op voor interne mobiliteit binnen de academische, wetenschappelijke en technologische verbindingsbureaus of voor een terugkeer naar de centrale administratie.

In afwijking van lid 1 kan op basis van een beslissing van de toezichhoudende ministers op voorstel van het Directiecomité te allen tijde een officiële aanstelling van een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur binnen een functie van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur plaatsvinden in de volgende gevallen:

- 1° pensionering van een huidig Wetenschappelijk en Academisch Adviseur;
- 2° langdurige arbeidsongeschiktheid van de in functie zijnde Wetenschappelijk en Academisch Adviseur;
- 3° afzetting, ontslag of elke andere manier om de arbeidsovereenkomst van de in functie zijnde Wetenschappelijk en Academisch Adviseur te beëindigen;
- 4° beslissing tot reorganisatie van de diensten van Wallonië-Brussel Internationaal in België of in het buitenland.

**Art. 20.** In de andere gevallen beschikken de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs over een termijn van ten minste vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van de brief bedoeld in artikel 18, § 1, 1°, om hun aanvraag tot overplaatsing in te dienen.

**Art. 21.** Om in aanmerking te komen voor een overplaatsing moet de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

- 1° de aanstellingsduur van vier jaar hebben bereikt die nodig is om een overplaatsing aan te vragen;

2° op het ogenblik van de indiening van zijn aanvraag een gunstige beoordeling hebben gekregen overeenkomstig artikel 13;

3° een volledig aanvraagformulier ingediend hebben binnen de termijnen vermeld in artikel 20;

4° *bij hun aanvraag de volgende documenten voegen:*

a) een actueel curriculum vitae, waaraan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in voorkomend geval een of meer taalgetuigschriften toevoegt;

b) een gedetailleerde motivatiebrief met betrekking tot de functie(s) van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur waarvoor hij solliciteert.

Met betrekking tot lid 1, 4°, b), ontwikkelt de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in deze motivatiebrief zijn visie voor de betrokken functie(s).

**Art. 22.** Op voorstel van de dienst coördinatie van de hoofdzetel beslist het Directiecomité over de aanvragen tot overplaatsing op basis van de volgende toekenningscriteria:

1° de internationale vereisten van de functie;

2° de ervaring van de kandidaat;

3° de meest recente prestatiebeoordeling van de kandidaat;

4° indien van toepassing, kennis van nuttige talen in het land van aanstelling of zijn engagement om deze kennis te verbeteren;

5° de motivatie van de kandidaat;

6° de overeenstemming tussen het profiel van de kandidaat en de specifieke vereisten van de beoogde functie.

De beslissing van de toezichhoudende ministers, op voorstel van het Directiecomité, betreffende de aanstelling in een functie houdt een wijziging in van de administratieve vestigingsplaats van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, met inbegrip van een wijziging van zijn financiële situatie.

Indien aan het einde van de procedure voor de oproep tot overplaatsing functies vacant blijven, kan het Directiecomité een beroep doen op geslaagde kandidaten uit de in artikel 9 bedoelde aanwervingsreserve.

**Art. 23.** Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 16, § 2, 1° en 2°, en bij gebreke van een aanvraag tot overplaatsing, wordt de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wiens functie vacant wordt verklaard, tijdelijk toegewezen aan de centrale administratie onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 24 tot 26.

Subparagraaf 3. Tijdelijke aanstelling bij de centrale administratie

**Art. 24.** § 1. De Algemeen Bestuurder kan in de volgende gevallen beslissen om een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur terug te roepen en tijdelijk aan te stellen bij de centrale administratie voor een functie die overeenstemt met zijn vaardigheden:

1° overmacht;

2° veiligheidsproblemen, ziekten of gezondheids crisissen die het werk van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur beïnvloeden;

3° een beslissing tot opheffing van een betrekking van Wetenschappelijk en Academisch Adviseur;

4° de in artikel 19 bedoelde vacatureverklaring;

5° elke andere dwingende reden of in het belang van Wallonië-Brussel Internationaal.

De Algemeen Bestuurder houdt rekening met eventuele specifieke beperkingen die verband houden met de situatie van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur ontvangt een officiële kennisgeving.

§ 2. De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die tijdelijk in België is aangesteld, wordt bij voorrang geraadpleegd voor alle vacant geworden functies.

**Art. 25.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die tijdelijk in België is aangesteld, ontvangt een repatriëringstoelage voor een periode van maximaal één jaar.

Wanneer deze periode overschreden wordt, is de financiële situatie van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur onderworpen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal. Hij geniet dezelfde financiële voorwaarden als de personeelsleden van hetzelfde niveau die in België werken en geen deel uitmaken van de externe loopbaan.

Hij geniet een tussenkomst van Wallonië-Brussel Internationaal in de crèche- en schoolkosten van zijn kinderen in België of in het buitenland, onder de voorwaarden en binnen de grenzen bepaald in de artikelen 36 tot 41 en dit voor een maximumperiode van twee jaar vanaf de terugkeer. In geval van onderwijs in België, wordt de tussenkomst van Wallonië-Brussel Internationaal toegekend binnen de grenzen vermeld in artikel 36 die van toepassing zijn voor België.

In het jaar van zijn terugkeer geniet hij een tussenkomst voor vestigingskosten zoals bepaald in de voorwaarden van artikel 43.

Paragraaf 2. Evaluatie

**Art. 26.** Bij elke aanstelling stelt de Algemeen Bestuurder, in samenwerking met de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, binnen de drie maanden na de aanstelling een taakomschrijving op met de algemene en operationele doelstellingen. De toezichhoudende ministers valideren de taakomschrijving.

**Art. 27.** § 1. De evaluatie van de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs wordt uitgevoerd volgens de frequentie, de methoden van toekenning van de evaluatie en de beroepsmogelijkheden voorzien in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal. De evaluatie van Wetenschappelijke en Academische Adviseurs is gebaseerd op doelstellingen die zijn vastgelegd in de taakomschrijving, maar ook op algemene criteria die zijn gedefinieerd voor het hele netwerk van Wetenschappelijke en Academische Adviseurs, zoals:

1° kwaliteit van het werk;

- 2° creativiteit;
- 3° initiatief;
- 4° dynamiek;
- 5° sociale vaardigheden
- 6° teamspirit
- 7° beheer van de functie.

Het Evaluatiecomité komt om de twee jaar samen. Elk jaar worden tussentijdse vergaderingen gepland om de doelstellingen op te volgen.

§ 2. Het Evaluatiecomité bestaat uit de Inspecteur-Generaal verantwoordelijk voor de Afdeling Sectorbeleid en de Directeur Human Resources van WBI. Het Evaluatiecomité kan zich laten bijstaan door een personeelslid van rang A4 of hoger dat deskundig is op het vlak van wetenschap, academisch onderzoek en onderzoeksinnovatie.

§ 3. Na afloop van de vergadering van het Evaluatiecomité wordt een voorlopig evaluatierapport opgesteld, dat tijdens het evaluatiegesprek aan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wordt overhandigd. Vervolgens wordt gezamenlijk een eindrapport opgesteld en ter goedkeuring aan de Algemeen Bestuurder van WBI voorgelegd.

§ 4. In geval van een ongunstige evaluatie kan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur de zaak binnen de dertig dagen na ontvangst van het definitieve evaluatierapport in eerste instantie voorleggen aan het Directiecomité van WBI. In tweede instantie blijft de kamer van beroep bevoegd. Wanneer de activiteit van een Wetenschappelijk en Academisch Adviseur het voorwerp uitmaakt van twee ongunstige evaluatierapporten, kan een ontslagprocedure worden ingeleid.

#### HOOFDSTUK 4. — Financiële bepalingen

##### Paragraaf 1. Financiële evolutie

**Art. 28.** § 1. De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur is tewerkgesteld in rang A5 en geniet de salarisschaal A5/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 tot vaststelling van de Waalse Ambtenarencode, in de hoedanigheid van deskundige.

§ 2. Na twaalf verdienstelijke jaren anciënniteit in deze hoedanigheid en tenzij de beoordeling ongunstig is, geniet de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur salarisschaal A4/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 tot vaststelling van de Waalse Ambtenarencode.

In geval van een ongunstige evaluatie wordt de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur op de salarisschaal A5/1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 tot vaststelling van de Waalse Ambtenarencode gehouden totdat een gunstige evaluatie wordt verkregen.

##### Paragraaf 2. Functietoelage

**Art. 29.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur geniet vanaf zijn indiensttreding in het buitenland een functietoelage die wordt toegekend om de kosten te vergoeden die voortvloeien uit de uitoefening van zijn opdracht in deze functie.

De functietoelage bestaat uit de volgende elementen:

- 1° een basisvergoeding;
- 2° een afstandsvergoeding;
- 3° een ongemakkenvergoeding.

De functietoelage wordt aangepast op de eerste dag van de maand die volgt op een wijziging in de gezinssamenstelling van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

**Art. 30.** § 1. De basisvergoeding is een forfaitair bedrag ter dekking van de kosten die voortvloeien uit:

- 1° wijzigingen in de aanstelling van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur;
- 2° de verplichting om zich in het buitenland te vestigen;
- 3° de uitoefening van een passieve vertegenwoordigingsfunctie.

§ 2. Het basisbedrag van het mobiliteitselement wordt vastgesteld volgens de normen die gelden bij de FOD Buitenlandse Zaken.

Het basisbedrag van het aanstellingselement wordt vastgesteld volgens de normen die gelden bij de FOD Buitenlandse Zaken.

Het basisbedrag van het passieve vertegenwoordigingsselement wordt vastgesteld op basis van de geldende diplomatieke personeelsschaal van de FOD Buitenlandse Zaken.

Deze bedragen worden jaarlijks bijgewerkt door de FOD Buitenlandse Zaken.

Het voor de berekening van de basisvergoeding gehanteerde basisbedrag is gelijk aan de som van de basisbedragen van de elementen mobiliteit, aanstelling en passieve vertegenwoordiging. De basisvergoeding is gelijk aan het totale basisbedrag, vermenigvuldigd met de aan de functie toegekende coëfficiënt voor kosten van levensonderhoud en, in voorkomend geval, verhoogd met de aanvulling van de functietoelage van vijftwintig procent wanneer de echtgenoot de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur vergezelt op de tewerkstellingsplaats en voor zover deze Wetenschappelijk en Academisch Adviseur geen soortgelijke toelage ontvangt van zijn werkgever.

**Art. 31.** § 1. De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur ontvangt een afstandsvergoeding afhankelijk van de geografische afstand van de functie tot België.

De afstandsvergoeding dekt de kosten van de afstand die niet of onvolledig gedekt worden door de basisvergoeding, en dat in verhouding tot de afstand van de functie tot België.

De afstandsniveaus en de overeenkomstige basisbedragen van de afstandsvergoeding worden jaarlijks bijgewerkt door de FOD Buitenlandse Zaken.

§ 2. Het bedrag van de afstandsvergoeding, vermeld in paragraaf 1, wordt verhoogd met:

1° honderd procent indien de echtgenoot of de wettelijk of feitelijk samenwonende partner in hoofdzaak bij de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in functie verblijft en voor zover deze laatste geen toelage van dezelfde aard van zijn werkgever geniet;

2° vijftig procent als er kinderen zijn voor wie de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur recht heeft op kinderbijslag.

**Art. 32.** § 1. De werkplekken worden ingedeeld naar moeilijkheidsgraad, waarvan er 6 zijn en waarbij niveau 1 de laagste moeilijkheidsgraad is en niveau 6 de hoogste.

De indeling van de werkplekken naar moeilijkheidsgraad is gebaseerd op de volgende criteria:

1° weersomstandigheden;

2° sociaal isolement;

3° veiligheid;

4° gezondheids- en milieumomstandigheden, voor zover deze nadelige gevolgen kunnen hebben voor de gezondheid;

5° aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van de medische zorg;

6° aanwezigheid, toegankelijkheid en kwaliteit van materiële voorzieningen, zoals huisvesting en bevoorrading met essentiële goederen.

De FOD Buitenlandse Zaken herziet elk jaar in december de indeling van de werkplekken naar moeilijkheidsgraad. De nieuwe indeling die na de jaarlijkse evaluatie wordt vastgelegd, is van toepassing vanaf de daaropvolgende maand februari.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde ongemakkenvergoeding wordt verhoogd met:

1° vijftig procent indien de echtgenoot of de wettelijk of feitelijk samenwonende partner in hoofdzaak bij de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in functie verblijft en voor zover hij geen toelage van dezelfde aard van zijn werkgever geniet;

2° vijftentwintig procent als er kinderen zijn voor wie de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur recht heeft op kinderbijslag.

**Art. 33.** In het geval dat de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs een of meer gemeenschappelijke kinderen ten laste hebben en beiden in functie zijn, wordt de verhoging voor kinderen ten laste bedoeld in de artikelen 31, § 2, tweede lid, en 32, § 2, tweede lid, slechts aan een van hen toegekend.

Paragraaf 3. Tijdelijke repatriëringstoelage

**Art. 34.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die tijdelijk in België is aangesteld in de gevallen bedoeld in artikel 25, ontvangt een repatriëringstoelage voor een periode van maximaal één jaar.

Deze toeslag wordt berekend op basis van het geïndexeerde maandsalaris en is gelijk aan:

1° een tiende van dit bedrag voor Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die alleenstaand, weduwnaar of gescheiden zijn en die geen minderjarig kind ten laste hebben;

2° een zesde van dit bedrag voor:

a) Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die gehuwd zijn of wettelijk of feitelijk samenwonen, zonder kinderen of die een minderjarig kind ten laste hebben;

b) Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die alleenstaand, weduwnaar of gescheiden zijn en die een minderjarig kind ten laste hebben;

3° een vijfde van dit bedrag voor:

a) Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die gehuwd zijn of wettelijk of feitelijk samenwonen en die minstens twee minderjarige kinderen ten laste hebben;

b) Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die alleenstaand, weduwnaar of gescheiden zijn en die minstens twee minderjarige kinderen ten laste hebben.

Paragraaf 4. Aanvullende gezinstoelage

**Art. 35.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die zijn functie gedurende minstens zes opeenvolgende maanden buiten België uitoefent, ontvangt een aanvullende maandelijksse toelage gelijk aan het dubbele van het basisbedrag van de kinderbijslag en de volgende verhogingen:

1° een maandelijksse leeftijdstoelage;

2° een jaarlijkse leeftijdstoelage;

3° een schoolbonus;

4° toeslagen voor gehandicapte kinderen.

De aanvullende toelage bedoeld in lid 1 blijft toegekend aan de Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die naar België terugkeren in de gevallen bedoeld in artikel 25, maar enkel voor kinderen jonger dan eenentwintig jaar die buiten België studeren.

Paragraaf 5. Tussenkost in de crèche- en schoolkosten

**Art. 36.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur geniet, wanneer hij zijn diensten in het buitenland uitoefent, een tussenkost van Wallonië-Brussel Internationaal in de crèchekosten die hoger liggen dan de kosten van een door het Office de la Naissance et de l'Enfance erkende crèche in België. Het bedrag ten laste van Wallonië-Brussel Internationaal mag echter niet meer bedragen dan het dubbele van deze kostprijs.

**Art. 37.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur geniet bij de uitoefening van zijn diensten in het buitenland een tussenkost van Wallonië-Brussel Internationaal in de kosten van de buitenlandse schoolopleiding van het kind dat wettelijk te zijnen laste is, dat deel uitmaakt van zijn gezin en dat tussen drie en achttien jaar oud is, voor zover hij niet reeds een volledige of gedeeltelijke dekking van deze kosten door een derde geniet en binnen de grenzen bepaald in deze paragraaf.

Wallonië-Brussel Internationaal komt niet tussen in de schoolkosten die in België worden betaald.

De schoolkosten die het voorwerp uitmaken van een tussenkost door Wallonië-Brussel Internationaal zijn de kosten die verband houden met de scholing van kinderen ten gevolge van hun emigratie en die hen in staat stellen om onderwijs te genieten dat gelijkwaardig is aan het onderwijs in België.



In afwijking van lid 1 komt Wallonië-Brussel Internationaal tussen in de schoolkosten:

- 1° vanaf het begin van het plaatselijke schooljaar waarin het kind de leeftijd van drie jaar bereikt;
- 2° tot het einde van het plaatselijke schooljaar waarin het kind achttien jaar wordt;
- 3° van een kind dat ouder is dan achttien jaar om het laatste jaar secundair onderwijs af te ronden.

**Art. 38.** Enkel volledige opleidingen in een door de Belgische overheid en de overheid van het gastland erkend kader komen in aanmerking voor de tussenkost.

De in aanmerking komende schoolkosten hebben betrekking op de inschrijving voor cursussen, examens, bijscholing en integratiecursussen. Ze zijn exclusief alle kosten in verband met boeken en schoolbenodigdheden, uniformen, vervoer tussen school en huis, excursies en alle buitenschoolse en naschoolse activiteiten.

Verplichte en niet-terugvorderbare bijdragen worden ook beschouwd als in aanmerking komende schoolkosten, op voorwaarde dat de werknemer het bewijs levert van het verplichte en niet-terugvorderbare karakter ervan.

**Art. 39.** De terugbetaling van de in aanmerking komende schoolkosten mag niet meer bedragen dan het bedrag van de kosten die zouden zijn gemaakt indien het kind zou zijn ingeschreven in de traditionele stroom van het Franse lyceum of in een school die onderwijs geeft in een van de andere officiële talen van België in de stad van tewerkstelling.

Als er meerdere Franse lycea zijn in de stad van tewerkstelling waar het kind naar school gaat, worden de kosten vergoed op het niveau van de goedkoopste instelling.

Als er geen Frans lyceum is in de stad van tewerkstelling waar het kind onderwijs volgt, worden de maxima voor tegemoetkoming in de schoolkosten vastgesteld door de Algemeen Bestuurder op basis van een vergelijking van de verschillende soorten aanwezige instellingen.

**Art. 40.** De maxima bedoeld in artikel 39 kunnen worden verhoogd in de volgende gevallen:

1° het betrokken kind vergezelt de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in functie en voltooit zijn opleiding in dezelfde stad of agglomeratie;

2° de school voldoet aan een van de volgende criteria:

- a) de gekozen school is de goedkoopste referentieschool in de stad of agglomeratie van de tewerkstelling;
- b) de gekozen school is de goedkoopste referentieschool, rekening houdend met de veiligheidscontext en de afstand tot de huisvesting;
- c) de gekozen school biedt het kind de mogelijkheid om zijn onderwijs tot het einde van de lopende schoolcyclus in hetzelfde onderwijssysteem voort te zetten, tenzij dit onderwijssysteem vrijwillig door de ouders van het betrokken kind is gekozen.

De in lid 1 bedoelde referentieschool is het Franse lyceum of een school waar Frans of een andere officiële taal van België de onderwijstaal is of, bij gebrek daaraan, een Engelstalige school.

**Art. 41.** De huisvestingskosten van het kind van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur dat alleen in België verblijft omwille van zijn schoolopleiding, worden gedragen door Wallonië-Brussel Internationaal tot een bedrag bepaald door de Algemeen Bestuurder.

In afwijking van lid 1 worden de huisvestingskosten van het kind dat alleen in België verblijft en dat in het kader van zijn leerplicht op internaat studeert, ten laste genomen tot het in artikel 39, lid 3, vermelde maximumbedrag.

Paragraaf 6. Tussenkost in de verhuis- en vestigingskosten

**Art. 42.** De kosten van het verhuizen van de persoonlijke huisvesting van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur zijn gedekt in de volgende gevallen:

- 1° tewerkstelling in een nieuwe functie;
- 2° definitieve terugkeer naar België en in de gevallen bedoeld in artikel 25;
- 3° einde van een huurcontract buiten de wil van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur of in geval van wijziging van de gezinssamenstelling van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur tijdens de periode van aanstelling in een functie die de verhuizing rechtvaardigt.

In het geval van een verhuizing na een indiensttreding, dekt Wallonië-Brussel Internationaal de reiskosten voor de medewerker en zijn gezin volgens de geldende regels. Bovendien neemt Wallonië-Brussel Internationaal de verhuiskosten van de persoonlijke bezittingen ten laste tot een maximum van vijfenveertig kubieke meter per medewerker, vermeerderd met vier kubieke meter per vergezellend kind.

De medewerker moet zelf contact opnemen met de verhuizers en minstens drie bedrijven een offerte laten opmaken. Een verhuisverzekering is inbegrepen in de offerte. De agent ondertekent de gekozen offerte in onderling overleg met de logistieke ondersteuning van Wallonië-Brussel Internationaal en een voorschot ten bedrage van de offerte wordt betaald aan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

**Art. 43.** In geval van een verhuizing die noodzakelijk is geworden door een nieuwe aanstelling, kan een zogenaamde "vestigingsvergoeding" worden toegekend aan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die tewerkgesteld is in een functie in het buitenland of in België overeenkomstig artikel 25.

De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur stelt zijn verzoek op in de vorm van een schuldvordering op basis van de werkelijke kosten, vergezeld van bewijsstukken voor de onkosten. De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur dient deze schuldvordering binnen de zes maanden na de datum van ingebruikneming van de huisvesting bij de Algemeen Bestuurder in.

Alleen niet-terugvorderbare kosten, d.w.z. kosten die niet kunnen worden teruggevorderd wanneer de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur de huisvesting definitief verlaat, worden in aanmerking genomen.

De vestigingsvergoeding mag niet meer bedragen dan vijftwintig procent van het geïndexeerde brutojaarsalaris. Dit maximum wordt verhoogd tot twaalf en een half procent bij aanstelling in een administratieve functie.

Paragraaf 7. Tussenkost in de huisvestingskosten

**Art. 44. § 1.** Wallonië-Brussel Internationaal betaalt de huur voor de persoonlijke huisvesting van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur tijdens zijn functie in het buitenland, met toepassing van het maximale referentiehuurplafond, en het persoonlijke aandeel dat ten laste blijft van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.



§ 2. Wallonië-Brussel Internationaal deelt aan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur het bedrag van de maximale referentiehuis van de functie in het buitenland mee. Dit bedrag wordt bepaald op basis van de gezinssamenstelling van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur en de referentiehuren in het buitenland. De brongegevens zijn afkomstig uit de databank met de prijzen van residentieel vastgoed van de gespecialiseerde dienstverlener waarvan de FOD Buitenlandse Zaken het referentiesysteem gebruikt.

Elke overschrijding van de maximale referentiehuis die door Wallonië-Brussel Internationaal wordt meegedeeld, is volledig ten laste van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

§ 3. Een "referentiehuis in het buitenland" wordt bepaald in relatie tot de gezinssamenstelling van elke Wetenschappelijk en Academisch Adviseur. Het type accommodatie dat als referentie wordt genomen, is dus afhankelijk van de gezinssamenstelling, met een slaapkamer voor de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur en eventueel diens echtgenoot, een slaapkamer per kind en een extra slaapkamer.

Met betrekking tot de gezinssamenstelling houdt WBI rekening met de personen die permanent bij de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wonen.

Het bedrag van de huisvestingsvergoeding komt overeen met een gemiddelde van de kosten van de referentiehuis in het buitenland.

Het gaat om een vaste vergoeding die jaarlijks wordt herzien. Elke overschrijding van het bedrag dat aan de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur wordt toegekend om zijn huur te betalen, is volledig zijn verantwoordelijkheid.

Deze nieuwe bepaling treedt in werking zodra er sprake is van een overplaatsing, een nieuw huurcontract, een verhuizing of een verhoging van het huurbedrag exclusief indexering.

De referentiewaarde voor de berekening van de huisvestingsvergoeding is de euro.

**Art. 45.** Wallonië-Brussel Internationaal neemt enkel de gemeenschappelijke kosten ten laste die voortvloeien uit de huur van de persoonlijke huisvesting van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in een gebouw of complex dat uit meerdere wooneenheden bestaat.

**Art. 46.** Wallonië-Brussel Internationaal betaalt de huur van een parkeerplaats of garage verbonden aan de persoonlijke verblijfplaats van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

**Art. 47.** Wallonië-Brussel Internationaal neemt de vastgoedmakelaarscommissie ten laste voor het zoeken naar een persoonlijke verblijfplaats in het buitenland, op voorwaarde dat deze vastgoedmakelaarscommissie, behoudens uitzonderlijke omstandigheden, het equivalent van één maand huur niet overschrijdt en dat het gaat om een verhuizing ten gevolge van een functiewijziging of het einde van een huurcontract buiten de wil van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur.

**Art. 48.** Wallonië-Brussel Internationaal komt tussen in de kosten voor de bewaking en beveiliging van de persoonlijke huisvesting van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur in het buitenland volgens de veiligheidscontext van de stad waar deze zich bevindt, onder de voorwaarden en met toepassing van een plafond vastgesteld door de Algemeen Bestuurder.

Paragraaf 8. Tussenkost in de reis- en verplaatsingskosten

**Art. 49.** Enkel de kosten voor terugkeer naar België wegens verlof voor de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, diens echtgenoot of feitelijk samenwonende partner en hun kinderen worden terugbetaald door Wallonië-Brussel Internationaal na een minimumperiode van twaalf maanden ononderbroken verblijf in functie en binnen de limiet van economyclass-tickets. De terugkeerperiodiciteit varieert van twaalf tot zesendertig maanden naargelang de betrokken functie. Bij de berekening van het verlof wordt geen rekening gehouden met de reisdagen.

Het Directiecomité bepaalt, op voorstel van de Algemeen Bestuurder, voor elke functie de duur van het ononderbroken verblijf en de terugkeerperiodiciteit bedoeld in lid 1.

**Art. 50.** Om gezinscontacten aan te moedigen, neemt Wallonië-Brussel Internationaal de kosten van één reis per jaar ten laste, met een maximum van één ticket in economyclass, naar het land van aanstelling van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, voor elk van zijn kinderen die buiten het land van aanstelling naar school gaan.

De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur of de andere ouder van het kind kan voornoemde reis zelf maken in plaats van het kind naar het land waar het kind naar school gaat. Deze ruilmogelijkheid kan slechts eenmaal per jaar en per gezin worden gebruikt. Het ruilen van het recht op terugkeer tussen kinderen is niet toegestaan.

**Art. 51.** De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur die dienstreizen maakt met zijn persoonlijk voertuig heeft recht op een vergoeding voor het gebruik van dit voertuig. Deze vergoeding, die specifiek is voor elk land, wordt berekend op basis van het aantal werkelijk afgelegde kilometers vermenigvuldigd met de kilometervergoeding die per afgelegde kilometer wordt bepaald en door Wallonië-Brussel Internationaal wordt verstrekt.

**Art. 52.** Wallonië-Brussel Internationaal dekt financieel de kosten in verband met de omniumverzekering van het persoonlijke voertuig van de Wetenschappelijk en Academisch Adviseur, op voorwaarde dat deze verzekering gebruikt wordt voor professionele verplaatsingen en mits toepassing van een plafond bepaald door Wallonië-Brussel Internationaal.

Paragraaf 9. Vergoeding voor laatste ziekte- en begrafeniskosten

**Art. 53.** Bij overlijden van een lid van het externe loopbaanpersoneel wordt aan diegene(n) die de kosten van de laatste ziekte en de begrafenis heeft (hebben) gedragen een vergoeding uitgekeerd gelijk aan één maand van alle emolumenten van de overledene, te weten het netsalaris, de functietoelage en de aanvulling van vijftwintig procent.

#### HOOFDSTUK 6. — *Verlof*

**Art. 54.** Het aantal dagen jaarlijks verlof waarop de in het buitenland aangestelde Wetenschappelijk en Academisch Adviseur recht heeft, wordt bepaald door de moeilijkheidsgraad die aan elk van hen wordt toegekend zoals bedoeld in artikel 32, § 1.

De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur heeft recht op de volgende jaarlijkse verlofregeling:

1° eenendertig werkdagen verlof voor functies die zijn ingedeeld in moeilijkheidsgraden 1 en 2;

2° achtendertig werkdagen verlof voor functies die zijn ingedeeld in moeilijkheidsgraden 3 en 4;

3° vijfenveertig werkdagen verlof voor functies die zijn ingedeeld in moeilijkheidsgraden 5, 6 en 7.

De Wetenschappelijk en Academisch Adviseur kan zijn jaarlijks verlof maximaal negentig dagen uitstellen tot het volgende jaar, tenzij anders toegestaan door de Algemeen Bestuurder.

De Wetenschappelijke en Academische Adviseurs die bij de centrale administratie zijn aangesteld in de gevallen bedoeld in artikel 23, genieten de jaarlijkse vakantiequota voorzien door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de aanstellingsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van Wallonië-Brussel Internationaal.

#### HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 55.** De in artikel 7 voorziene aanwijzingsprocedure wordt uitgevoerd binnen een maand na de inwerking-treding van dit besluit. Het gaat om een eenmalige procedure.

**Art. 56.** Voor de wetenschappelijke verbindingsfunctionaris die in functie is op de datum van de inwerking-treding van dit besluit, is dit besluit rechtstreeks van toepassing.

**Art. 57.** De wetenschappelijke verbindingsfunctionaris in actieve dienst op de datum van de inwerking-treding van dit besluit behoudt ten minste het basissalaris dat hij in zijn vroegere financiële loopbaan had verkregen.

**Art. 58.** Bij de eerste oproep tot kandidaturen georganiseerd op basis van artikel 8 van dit besluit wordt een lijst opgesteld van geslaagde kandidaten van Wallonië-Brussel Internationaal en een lijst van geslaagde kandidaten die niet van Wallonië-Brussel Internationaal zijn. De lijst van geslaagde kandidaten van het personeel van Wallonië-Brussel Internationaal heeft voorrang bij de toewijzing van de functies.

**Art. 59.** De minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen en de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn elk verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en belast met het toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,  
F. DAERDEN

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001563]

#### 8 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant les modalités de mise en oeuvre du décret du 7 septembre 2023 relatif à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret du 7 septembre 2023 relatif à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, les articles 2, alinéa 2, 11, § 1<sup>er</sup>, 12, § 1<sup>er</sup>, 13, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 14, 17, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 18, 19, 20 et 23 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2003 relatif aux titres de trésor culturel vivant et de chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel et à l'octroi des subventions accordées aux personnes ayant reçu ce titre et aux opérateurs organisant les manifestations auxquelles ces titres ont été décernés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française ;

Vu le « test-genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rendu le 22 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des Patrimoines culturels, rendu le 16 octobre 2023

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 74.944/4, donné le 24 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 7 septembre 2023 relatif à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

2<sup>o</sup> Ministre : le membre du Gouvernement qui a le patrimoine culturel dans ses attributions ;

3<sup>o</sup> Administration : la Direction du Patrimoine culturel de l'Administration générale de la Culture ;

4<sup>o</sup> Commission : la Commission des Patrimoines culturels visée aux articles 82 et suivants du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5<sup>o</sup> Atelier d'échanges et de réseautage : tout opérateur culturel répondant aux conditions de l'article 16 du décret et exerçant une ou plusieurs des activités visées à l'article 14 du décret ;

6<sup>o</sup> reconnaissance : la reconnaissance au titre d'élément emblématique au sens de l'article 3 du décret ;

7<sup>o</sup> inscription : l'inscription d'un élément de patrimoine culturel immatériel sur la liste de sauvegarde visée à l'article 7 du décret ;